

L'ÉCO

de la semaine



30 mars au 03 avril 2026

SOMMAIRE

Afreximbank : Cap sur les opportunités du commerce intra-africain aux 33e Assemblées annuelles	2
Orpaillage : le Melaky structure l'exploitation artisanale.....	2
Noho ny ady any Iran : Mety hisondrotra ny vidin-tsolika amin'ny avrily	2
Guerre au Moyen-Orient : deux Casques bleus ont été tués par une explosion dans le sud du Liban, annonce la force de l'ONU sur place	3
Entrepreneuriat : Absence de mécanismes de plainte dans certaines entreprises	4
Sécurité maritime, santé, sécurité alimentaire - La COI accomplit sa mission.....	4
Exportation : La filière vanille menacée par le surstock et la chute des prix	5
FEC-FRD : Renforcement des réformes pour consolider la stabilité macroéconomique	6
Pétrole : après un mois de conflit, une production en chute libre.....	7
Forum des énergies solaires : Un événement au cœur des enjeux de la transition énergétique	8
Réforme monétaire : BFM engage le dialogue avec le public	9
Commerce extérieur : un ariary fort réduit les marges des exportateurs	9
Carburants : Lecornu veut utiliser le « surplus » fiscal pour décarboner l'économie	10
Mission du FMI : Les questions énergétiques parmi les sujets phares	11
Pêche et économie bleue : Un élan de terrain pour améliorer les revenus et structurer les filières	11
GFEM : Bilan satisfaisant pour l'exposition sur le partenariat au féminin.....	11
Coopération Sud-Sud : une alliance économique en construction entre la Tunisie et Madagascar	12
Guerre au Moyen-Orient : les conséquences économiques mondiales	13
Coopération : Des investisseurs tunisiens en mission au pays.....	14
POESAM 2026 : Orange Madagascar relance son appel aux innovations à impact	14
MAGRO Behoririka : Réouverture du magasin après 17 ans.....	15
Transition financière : Visa mise sur le digital pour réduire le cash à Madagascar	15
Prix du carburant : 92 % des artisans du bâtiment déjà impactés selon la Capeb, qui alerte sur « une forte incertitude sur les chantiers »	16

Afreximbank : Cap sur les opportunités du commerce intra-africain aux 33e Assemblées annuelles

ANTSAR. | 30 MARS | MIDI MADAGASCAR

Les 33e Assemblées annuelles d'Afreximbank se tiendront du 21 au 24 juin 2026 à El Alamein, en Égypte, et s'annoncent comme une vitrine des opportunités offertes par le commerce intra-africain et l'industrialisation.



Dans un contexte international marqué par les tensions géopolitiques, le protectionnisme et la fragilité des chaînes d'approvisionnement, l'Afrique est appelée à miser davantage sur ses propres capacités de production et sur la valorisation de ses marchés régionaux. Placée

sous le thème « Commerce intra-africain et industrialisation : la voie vers la souveraineté économique », cette rencontre réunira des chefs d'État, des décideurs publics, des opérateurs privés, des financiers, des universitaires et des partenaires internationaux. L'objectif est de faire émerger des projets concrets capables de transformer les échanges africains, encore largement dominés par les matières premières brutes.

Industrialisation. Pour Afreximbank, l'enjeu est de créer davantage de valeur sur le continent, en investissant dans la transformation locale, les chaînes de valeur régionales, la logistique et le financement du commerce. L'institution veut ainsi contribuer à faire de l'industrialisation un levier de croissance durable, de création d'emplois et de résilience économique. L'événement offrira aussi aux participants des perspectives de partenariats, d'accès aux capitaux et de conclusion d'accords d'investissement. Au-delà des discours, ces assemblées veulent surtout accélérer une dynamique où l'Afrique produit davantage, échange davantage avec elle-même et consolide, pas à pas, sa souveraineté économique.

Orpillage : le Melaky structure l'exploitation artisanale

ARH. | 30 MARS | LES NOUVELLES

Le processus de structuration de l'exploitation artisanale progresse dans la région Melaky. A Mahabe, district de Besalamy, les autorités locales ont lancé une initiative visant à encadrer les orpailleurs et à formaliser leurs activités. L'Autorisation minière d'exploitation artisanale (AMEA) constitue le principal outil de cette réforme qui « confère à son bénéficiaire le droit d'exercer des activités d'extraction ou de ramassage de substances minérales », précise le Bureau des cadastres miniers de Madagascar (BCMM). Ce permis destiné aux groupements d'exploitants artisanaux, reste limité à « quatre carrés miniers (625 m x 625 m pour un carré minier) au maximum » et est valable « six mois, renouvelable une seule fois ». Sur le terrain, les actions ont débuté par une sensibilisation des acteurs. « Nous encourageons les exploitants à se regrouper en structures légales pour bénéficier

d'un accompagnement », indiquent les autorités. Un recensement des sites illégaux a également été réalisé, incluant le relevé des coordonnées géographiques. La démarche repose sur une forte mobilisation institutionnelle. « Cette descente sur le terrain mobilise l'ensemble des autorités locales », souligne un responsable, citant notamment les Services régionaux des mines, le district de Besalamy et la commune de Mahabe. Toutefois, la suite des opérations dépend des conditions climatiques. « Nous attendons que les routes soient praticables pour distribuer les autorisations AMEA et délimiter les zones d'encadrement minier », expliquent les autorités. À terme, ce dispositif vise à sécuriser les activités, à protéger l'environnement grâce à un Plan d'engagement environnemental, et permettre la commercialisation légale de la production.

Noho ny ady any Iran : Mety hisondrotra ny vidin-tsolika amin'ny avrily

NJAKA ANDRIANTEFIARINESY | 30 MARS | LES NOUVELLES

Miova isam-bolana ny vidin-tsolika eto amintsika, manaraka ny tsena iraisam-pirenena. Azo heverina fa tsy maintsy hisondro-bidy izany amin'ny volana avrily, noho ny fidangany vokatra ny ady mbola mitohy any Iran.

Tafakatra 110 dolara ny vidin'ny iray barila (1b=159 litatra) amin'ny solika eo amin'ny tsena iraisam-pirenena « Brent », ny 26 marsa teo. Tsy mitsaha-miakatra io vidiny io, nanomboka tamin'ny fotoana nipoahan'ny

ady, nanafihan'ny amerikanina sy israeliana an'Iran, ny 28 febroary teo, izay 70 dolara/b. Tena miantraika mivantana amin'ny vidin-tsolika eto amintsika io ady any Iran io satria manaraka ny vidiny eo amin'ny tsena iraisam-pirenena

no ampiarina, nanomboka ny janoary 2025. Ovaina isam-bolana ny vidiny, ka tsy mahazo mihoatra na latsaky ny 200 Ar/litatra, araka ny fifanarahana natao tamin'ny Tahirimbola iraisam-pirenena. Izany hoe, azo heverina fa mety ho lasa 5 100 Ar ny litatry ny lasantsy SP95, raha 4 900 Ar/l izao. Ho 3 710/l ny gazoala raha 3510/l, ankehitriny ary ho 4 860 Ar/l ny solitany fandrehitra, raha 4 660 Ar/l izao. Tsotra ny antony, efa nipoaka ny ady tany Iran no nanainga tany Oman, firenena akaiky azy, ny sambo mpitatitra solika mankaty Madagasikara. Izany hoe, efa vidiny lafo no nividianana azy tany am-potony. Miova isaky ny faha-5 ny volana eo ho eo ny vidin-tsolika eto amintsika, izany hoe, tomanana hihatra ireo amin'ny 5 avrily ho avy izao.

Tsy mihetsika ny sandan'ny dolara

Vidiana amin'ny dolara ny solika afaran'i Madagasikara any ivelany. Anisan'ny miantraika any amin'ny vidin-tsolika ampiarina eto amintsika, araka izany, ny fiovaovan'ny sandam-bolantsika miohatra amin'ny dolara. Marindrano, tsy nihetsika firy anefa ny Ariary raha oharina amin'ny dolara, tamin'ity volana marsa ity. Nisanda 4 181 Ar ny dolara tamin'ny 27 febroary, iray andro mialoha ny nipoahan'ny ady any Iran. Tsy nifanalavitra amin'io, fa 4 167 Ar ny sandan'ny 1 dolara, ny 27 marsa teo. Midika izany fa mety hifanakaiky amin'ireo voalaza etsy ambony ireo ny vidiny hihatra eto Madagasikara amin'ity volana avrily ity.

Guerre au Moyen-Orient : deux Casques bleus ont été tués par une explosion dans le sud du Liban, annonce la force de l'ONU sur place

30 MARS | FRANCE INFO

Leur véhicule a explosé alors qu'ils patrouillaient près de la localité de Bani Hayyan et de la frontière avec Israël, selon un communiqué de la Finul, qui ne se prononce pas sur la responsabilité de l'explosion. Un autre Casque bleu est mort dimanche soir dans la région.

Ce qu'il faut savoir

Deux Casques bleus de l'ONU sont morts dans une « explosion d'origine inconnue » dans une localité du sud du Liban, proche de la frontière avec Israël, a annoncé lundi 30 mars la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (Finul). Des affrontements opposent le Hezbollah à l'armée israélienne dans cette région. Ces deux morts interviennent au lendemain de celle d'un autre Casque bleu, indonésien, dans une autre localité du sud du Liban, tué par l'explosion d'un projectile d'origine inconnue. « Deux soldats de la Finul ont été tragiquement tués dans le sud du Liban (...) par une explosion d'origine inconnue ayant détruit leur véhicule près de Bani Hayyan. Un troisième a été grièvement blessé, et un quatrième a été atteint », détaille un communiqué de la Finul, qui a dit mener une enquête sur l'incident, et n'en attribue pas la responsabilité.

La Turquie annonce l'interception d'un missile iranien. « Une munition balistique, dont il a été établi qu'elle avait été tirée depuis l'Iran et qu'elle avait pénétré dans l'espace aérien turc, a été neutralisée par les moyens de défense aérienne et antimissile de l'Otan déployés en Méditerranée orientale » a détaillé le ministère dans un communiqué. C'est le quatrième missile abattu dans l'espace aérien turc depuis le début de la guerre.

Donald Trump menace une nouvelle fois l'île de Kharg. Le président américain promet d'« anéantir » ce site pétrolier essentiel pour Téhéran si le détroit d'Ormuz n'est pas rouvert et si les discussions avec les Iraniens, qu'il qualifie de « sérieuses », n'aboutissent pas « rapidement ».

Des Casques bleus touchés. Plusieurs Casques bleus de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) ont été blessés lors d'un « incident » survenu près de Bani Hayyan, dans le sud du pays, a annoncé la porte-parole de la mission onusienne, sans préciser davantage la nature de l'incident et les responsabilités. Les affrontements

se poursuivent entre le Hezbollah et l'armée israélienne dans cette zone frontalière, déjà marquée la veille par la mort d'un Casque bleu indonésien après l'explosion d'un projectile d'origine inconnue.

Madrid ferme son espace aérien aux avions américains. Une rupture assumée avec Washington. L'Espagne a annoncé fermer son espace aérien aux avions américains impliqués dans le conflit contre l'Iran. « L'utilisation des bases [américaines en Espagne] n'est pas autorisée, et bien entendu l'utilisation de l'espace aérien espagnol pour des actions en lien avec la guerre en Iran ne l'est pas non plus », a déclaré la ministre de la Défense, Margarita Robles.



Un soldat israélien et un militaire libanais tués au Liban. Un soldat israélien est mort au Liban. « Le sergent Liran Ben Zion, âgé de 19 ans (...) a été tué au combat », informe un communiqué militaire israélien. Ce décès porte à six le nombre de soldats israéliens tués depuis le 2 mars, date de la reprise des hostilités avec le Hezbollah. Par ailleurs, l'armée libanaise a annoncé la mort d'un militaire dans une frappe israélienne visant un de ses barrages dans le sud du pays, une première depuis le début des affrontements, qui a aussi fait plusieurs blessés.

Entrepreneuriat : Absence de mécanismes de plainte dans certaines entreprises

MIALISOA IDA | 31 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Une étude menée par l'Institut Européen de Coopération et de Développement (IECD) a révélé que peu d'entreprises du secteur du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration disposent de systèmes permettant aux employés de faire remonter leurs préoccupations. L'enquête a couvert quarante-quatre entreprises dans les régions d'Analamanga, Matsiatra Ambony, Boeny et Atsimo-Andrefana. Un atelier de restitution de la première étude sur la qualité de l'emploi, organisé la semaine dernière à Antanimena, a été l'occasion de présenter et de mettre en lumière l'absence de dispositifs efficaces pour gérer les plaintes des employés. Seules 14 % des entreprises sondées ont mis en place des structures permettant aux employés de signaler les violences ou abus.

L'IECD a également interrogé des anciens étudiants de ses écoles partenaires, désormais en poste dans des entreprises. Quatre principaux problèmes ont été identifiés par les travailleurs, notamment l'absence de mécanismes formels de plainte. Selon Steddy Rakotozima, directeur du Pôle Hôtellerie et Restauration de l'IECD, de nombreux employés ne se sentent pas en confiance vis-à-vis des systèmes existants pour exprimer leurs préoccupations. Par ailleurs, la couverture en santé et en sécurité sociale reste insuffisante, telles que l'Ostie et la CNaPs, ce qui accentue les préoccupations des travailleurs. En outre, les salaires demeurent faibles par rapport aux tâches accomplies.

Sécurité maritime, santé, sécurité alimentaire - La COI accomplit sa mission

31 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La COI a retrouvé un nouvel élan depuis l'arrivée d'Edgard Razafindravahy à son secrétariat général. Des projets notables ont été engagés dans plusieurs domaines, notamment la sécurité maritime, la santé et la sécurité alimentaire.

Des actions concrètes, avec des effets réels. L'arrivée d'Edgard Razafindravahy aux commandes du secrétariat général de la Commission de l'océan Indien (COI) a impulsé une nouvelle dynamique à l'action de cette organisation régionale. Les projets et initiatives engagés ont renforcé la coopération entre les États membres, mais ils ont aussi replacé la COI comme un acteur incontournable dans l'océan Indien.



Depuis sa prise de fonction, en octobre 2024, Edgard Razafindravahy a mis l'accent sur une approche pragmatique et orientée vers les résultats. Cette vision s'est traduite par la consolidation de projets existants et le lancement de nouvelles initiatives structurantes, en partenariat avec des acteurs régionaux et internationaux. Trois secteurs, en particulier, reflètent cette activité soutenue de la COI depuis son arrivée : la sécurité maritime, la santé et la sécurité alimentaire.

Dans le domaine de la sécurité maritime, la COI poursuit le déploiement du programme MASE, ou Maritime Security

Programme, en collaboration avec l'Union européenne (UE) et des organisations régionales. Ce programme vise à lutter contre la piraterie, la pêche illicite et les trafics en mer. Il s'appuie notamment sur des centres régionaux de coordination et de partage d'informations, permettant une surveillance accrue des espaces maritimes.

En matière de santé, la COI s'est illustrée par la mise en œuvre du réseau SEGA – One Health, ou Surveillance épidémiologique et gestion des alertes, en partenariat avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les ministères de la santé des États membres. Ce dispositif a joué un rôle crucial dans la gestion des crises sanitaires, notamment lors de la pandémie de Covid-19. Il permet une détection rapide des épidémies et une coordination des réponses à l'échelle régionale.

Un forum régional consacré à l'approche « Une seule santé », ou One Health, se tient justement depuis hier à l'île Maurice. Un événement qui vise à mettre en lumière les interdépendances entre santé humaine, animale et environnementale. Le coup d'envoi a été donné par le secrétaire général de la COI. L'événement est aussi l'occasion de mettre en avant la première promotion du master régional en épidémiologie de terrain. Seize professionnels se sont engagés pendant deux ans pour mieux surveiller, anticiper et répondre aux risques sanitaires.

Un rôle pivot

Une Malgache est sortie major de cette première promotion. Les projets de la COI visent aussi à valoriser et à renforcer les compétences au sein des États membres. Le projet RSIE, ou Réseau de surveillance et d'investigation

épidémiologique, par exemple, renforce les capacités des laboratoires et des professionnels de santé, contribuant ainsi à une meilleure résilience face aux menaces sanitaires.

Dans le secteur de la sécurité alimentaire, la COI multiplie les initiatives pour faire face aux défis liés au changement climatique et à la dépendance aux importations. Le programme PRESAN, ou Projet régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle, soutenu par l'Agence française de développement (AFD) et l'UE, a pour objectif d'améliorer la production agricole locale, de renforcer les chaînes de valeur et de promouvoir une alimentation saine et durable.

Ce projet inclut également un volet sur la gestion des risques alimentaires et la prévention des crises. Un autre programme structurant est celui de la Smart Agriculture, qui encourage l'innovation et l'utilisation des technologies numériques dans le secteur agricole. En partenariat avec des institutions de recherche et des organisations internationales comme l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), il accompagne les agriculteurs dans l'adaptation aux nouvelles contraintes climatiques et économiques.

Ces différentes initiatives témoignent d'une volonté de la COI de répondre de manière coordonnée aux enjeux

communs de la région. La coopération régionale apparaît plus que jamais comme un levier essentiel pour faire face aux défis transnationaux, qu'ils soient sécuritaires, sanitaires ou alimentaires. Sous cette impulsion, la COI a franchi un cap.

En renforçant les partenariats, en mobilisant des financements et en accélérant la mise en œuvre des projets, l'organisation affirme son rôle central dans le développement et la stabilité de la région de l'océan Indien. Une dynamique qui pourrait s'inscrire dans la durée, au regard de la conjoncture mondiale. Elle explique aussi l'intérêt croissant de partenaires internationaux pour une coopération avec l'organisation, à l'instar du Royaume-Uni, dont une délégation a rencontré Edgard Razafindravahy il y a quelques jours.

Du reste, depuis la prise de fonction d'Edgard Razafindravahy, Madagascar a retrouvé une place centrale, un rôle pivot au sein de cette organisation régionale, avec toute la portée internationale et géopolitique que cela implique. Le fait que, pour la première fois depuis dix ans, et moins d'un an après son arrivée à la tête du secrétariat général, la Grande Île ait de nouveau accueilli le sommet de la COI, le 24 avril 2025, en est une illustration.

Exportation : La filière vanille menacée par le surstock et la chute des prix

R. EDMOND. | 31 MARS | MIDI MADAGASCAR

L'or noir malgache broie du... noir. Entre surstock et chute des prix, la filière traverse de nouveau une période particulièrement difficile.

De l'avis des acteurs de la filière, si des mesures ne sont pas prises dans les meilleurs délais, cette épice emblématique risque de nouveau de se retrouver dans une longue crise.

« Nous avons trouvé certains exportateurs qui proposent des offres allant jusqu'à seulement 13 dollars le kilo pour la variété Cuts », précise un exportateur que nous avons pu contacter.

Prix dérisoire

La filière vanille à Madagascar traverse une période particulièrement difficile. Longtemps considérée comme l'« or noir » du pays, l'épice emblématique fait aujourd'hui face à une crise marquée par une baisse significative des prix et un déséquilibre persistant entre l'offre et la demande. Un prix dérisoire puisque, en temps normal, le prix de cette variété qui se trouve en bas du tableau, en termes de qualité, est généralement de 28 dollars le kilo, soit le double des offres actuelles. Selon les acteurs de la filière, deux phénomènes sont à l'origine de cette crise : le surstock et la baisse de la demande internationale qui provoque, elle-même, une chute des prix. « Les stocks de vanille sont actuellement très élevés, aussi bien sur le territoire malgache que chez les importateurs internationaux », explique un opérateur de la filière. Cette situation résulte en grande partie de la forte expansion de la

production ces dernières années. Faut-il en effet rappeler qu'entre 2017 et 2019, les prix exceptionnellement élevés de la vanille ont incité les producteurs à augmenter leur production.



Vanilline synthétique

Une surproduction qui a été malheureusement aggravée par un recul de la demande internationale. Par ailleurs, « le ralentissement économique dans certains pays consommateurs, notamment en Europe et aux États-Unis, a conduit les industriels à réduire leurs achats », alors que plusieurs grandes entreprises agroalimentaires utilisatrices de la vanille disposent encore de stocks constitués lors des périodes de prix élevés, limitant ainsi leurs besoins actuels. Par ailleurs, les utilisateurs ont préféré

opter pour la vanilline synthétique, qui est, bien évidemment, moins coûteuse. C'est ce déséquilibre qui a, en tout cas, provoqué l'effondrement des prix. Selon certaines sources, la vanille noire de qualité gourmet se négocierait entre 50 et 70 dollars le kilogramme, un niveau historiquement bas comparé aux 300 à 600 dollars atteints il y a quelques années. Les qualités intermédiaires, comme la vanille rouge de type TK, se situent entre 45 et 60 dollars le kilogramme. La situation est encore plus critique pour les qualités inférieures, comme la vanille dite « cuts », issue de gousses fendues ou déclassées, dont les prix varient entre 13 et 20 dollars, soit bien en dessous de son niveau habituel. Ce segment du marché apparaît, en tout cas, comme le plus durement touché par la crise, avec ce que cela suppose, évidemment, de conséquences néfastes au niveau des producteurs, obligés, eux aussi, de vendre à des prix extrêmement bas.

Mauvaise gestion

En somme, les perspectives sont plutôt sombres pour l'or noir de Madagascar. Les craintes sont d'autant plus justifiées du côté des acteurs de la filière avec l'approche de la prochaine production. « La campagne pour la vanille verte va bientôt commencer », précise un opérateur qui

s'attend au pire, avec une autre menace de surstock qui risque de s'aggraver. En tout cas, pour les acteurs de la vanille, cette crise trouve, en partie, son origine dans la mauvaise gestion de la vanille. Une filière qui est passée d'un extrême à l'autre en seulement quelques années. En effet, après une politique de restriction, sur fond de verrouillage et de monopole, la filière vanille est passée à une période de libéralisation qualifiée de sauvage par les observateurs. C'est cette politique de libéralisation qui est d'ailleurs reprise par le régime de la refondation. Les acteurs de la filière estiment, pour leur part, que la bonne solution consiste justement en une poursuite de cette politique libérale, mais avec des mesures d'accompagnement. « Les autorités doivent agir au niveau des utilisateurs pour relancer le label de la vanille de Madagascar et espérer ainsi une hausse de la demande », selon un exportateur. La filière vanille devrait également passer par des mesures adéquates pour diminuer la production et, par conséquent, réduire progressivement le stock existant. Des mesures dont les effets ne se sentiront probablement que dans les deux années, période normalement consacrée à la transition. Du moins si les dirigeants actuels ne comptent pas s'accrocher au pouvoir.

FEC-FRD : Renforcement des réformes pour consolider la stabilité macroéconomique

ANTSA R. | 31 MARS | MIDI MADAGASCAR

Madagascar poursuit ses échanges avec le Fonds monétaire international (FMI) dans le cadre de la 3e et de la 4e revue des programmes Facilité élargie de crédit et Fonds pour la résilience et la durabilité.

Une mission dédiée aux mécanismes FEC (Facilité élargie de crédit) et FRD (Fonds pour la résilience et la durabilité) se tient actuellement à Antananarivo, marquant une nouvelle étape dans le suivi des engagements pris par les autorités pour renforcer les fondamentaux économiques du pays.



Dans ce cadre, le ministre de l'Économie et des Finances, Dr Ramiarison Herinjatovo Aimé, a accueilli hier la délégation du FMI, conduite par Constant Lonkeng Nguouana. La rencontre s'est tenue en présence du ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Rabearimanga Radonirina Lucas, du ministre de l'Environnement et du Développement durable, Andriatsihala Nolave Luck Aristide, ainsi que du gouverneur de la Banky Foiben'i Madagasikara,

Andrianarivelo Aivo, aux côtés des équipes techniques concernées. Cette première séance de travail a permis de faire le point sur les avancées enregistrées en 2025, mais aussi de cerner les défis encore à relever. Les échanges ont également servi à partager les orientations stratégiques devant guider la poursuite des réformes dans les prochains mois. Au cœur de cette démarche, une ligne directrice a été réaffirmée par les autorités : inscrire durablement la stabilité macroéconomique dans le temps, tout en veillant à maintenir l'humain au centre des politiques publiques.

Bonne gouvernance

Dans cette perspective, plusieurs priorités ont été mises en avant. Il s'agit notamment de renforcer la mobilisation des recettes intérieures, d'améliorer la qualité de la dépense publique, de consolider la gouvernance et la transparence, mais aussi de préserver la stabilité monétaire et financière. À cela s'ajoute une dimension désormais incontournable, celle de l'intégration des enjeux climatiques dans la gestion des finances publiques, avec l'objectif de soutenir une croissance à la fois inclusive et durable. Les programmes FEC et FRD, qui couvrent la période 2024-2027, apparaissent ainsi comme des instruments majeurs pour accompagner les transformations structurelles engagées par Madagascar. Ils doivent permettre de consolider

les réformes, d'améliorer la résilience de l'économie et de créer des conditions plus favorables à un développement soutenu. Malgré les contraintes qui subsistent, les autorités malgaches affichent leur volonté de poursuivre les efforts dans une logique de cohérence et de transversalité.

À travers cette nouvelle revue, le gouvernement entend non seulement préserver les équilibres macroéconomiques, mais aussi renforcer les bases d'une croissance plus robuste, mieux gouvernée et davantage tournée vers la valorisation du potentiel économique national.

Pétrole : après un mois de conflit, une production en chute libre

31 MARS | LEMONDE.FR

Un quart du commerce mondial d'or noir par voie maritime a transité par le détroit d'Ormuz en 2025. Depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, faute de pouvoir exporter, les pays pétroliers du Golfe ont réduit leur production de 25 % à 80 %, selon les cas.

Des pertes qui se chiffrent en millions de barils de pétrole et en milliards de mètres cubes de gaz. C'est la conséquence la plus immédiate de la guerre au Moyen-Orient, plaque tournante mondiale de la production et du transport d'hydrocarbures. Soit « la plus grande menace pour la sécurité énergétique mondiale de toute l'histoire », selon les mots du directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie, Fatih Birol.

Un quart du commerce mondial de pétrole par voie maritime et un cinquième pour le gaz naturel liquéfié (GNL) transitaient par le détroit d'Ormuz en 2025. Un mois après son déclenchement, le 28 février, le conflit prive chaque jour les marchés de quelque 11 millions de barils, de brut et de produits pétroliers – soit plus de 10 % de la consommation mondiale –, et d'environ 300 millions de mètres cubes de GNL. Ces chiffres risquent encore de gonfler alors que les monarchies pétrolières et gazières du Golfe continuent de réduire leur production. Une exception : l'Iran, qui, singulièrement, parvient à expédier son pétrole presque normalement.

Les exportations à partir du golfe Arabo-Persique ont chuté de 99 % en mars

Le golfe Arabo-Persique est l'un des cœurs énergétiques de la planète, exportant traditionnellement la quasi-totalité de sa production via le détroit d'Ormuz. Or seule une poignée de tankers pétroliers est parvenue à franchir ce goulet maritime depuis l'ouverture des hostilités, le 28 février. Le trafic des méthaniers – ces navires transportant le GNL dans d'immenses cuves réfrigérées – est, lui, complètement à l'arrêt. Les voies de contournement se résument à deux pipelines, en Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis, permettant de réacheminer une partie de la production d'or noir vers la mer Rouge et le golfe d'Oman. Malgré ces palliatifs, en un mois, les livraisons d'hydrocarbures de la région se sont effondrées : en excluant les cargaisons iraniennes, les exportations à partir du golfe Arabo-Persique, donc du détroit, ont chuté de 99 % en mars par rapport à février, selon les données du cabinet d'analyse Kpler.

La production en baisse de 25 % à 80 % selon les pays. Faute de navires disponibles pour charger leur production, les pays pétroliers du Golfe s'inquiètent de voir leurs sites de stockage terrestres arriver à saturation. Pris au piège de la guerre opposant l'Iran à Israël et aux Etats-Unis, tous se retrouvent contraints, à des degrés divers, de réduire leur production.

Entre le début et la fin du mois de mars, celle-ci a diminué d'environ 25 % en Arabie saoudite, de plus de 60 % au Koweït et même de près de 80 % en Irak, selon les données de Kpler. L'enjeu, pour les pays qui le peuvent encore, est de retarder au maximum le moment où les stocks seront entièrement remplis. Autrement dit de produire peu, mais en continu, afin d'éviter un arrêt aux conséquences très dommageables. Certains puits, une fois fermés, deviennent difficiles à redémarrer, voire sont inutilisables.



Des pays inégalement touchés

Arabie saoudite

Principale puissance pétrolière de la région – elle représente traditionnellement à elle seule 40 % de toute la production pétrolière du Golfe –, l'Arabie saoudite est parvenue à limiter les dégâts notamment grâce à un oléoduc terrestre débouchant sur la mer Rouge, par lequel elle a expédié, en mars, des quantités record de pétrole. Les volumes atteindraient désormais jusqu'à 7 millions de barils par jour, selon les informations de Bloomberg. La pétromonarchie peut aussi se reposer sur ses vastes capacités de stockage, les plus importantes de la région. Selon une étude de la banque américaine J.P. Morgan publiée début mars, ces réserves sont suffisantes pour tenir soixante-cinq jours, si les exportations sont en partie redirigées via le pipeline. Depuis fin février, la production saoudienne a diminué d'environ 25 %.

Irak

L'industrie pétrolière irakienne est sévèrement ébranlée par le conflit. Les capacités de stockage ont atteint des niveaux critiques et les grandes majors étrangères opérant dans le pays ont été priées de réduire leurs opérations. La production issue des principaux gisements du pays

a chuté d'environ 80 % depuis l'ouverture des hostilités. Celle-ci tourne autour de 800 000 à 900 000 barils par jour, contre plus de 4 millions en février. Et, selon des informations de l'agence Reuters, d'autres coupes pourraient encore être annoncées dans les prochains jours.

Iran

C'est l'un des signes les plus concrets du contrôle que s'est arrogé l'Iran sur le détroit d'Ormuz : tandis que l'offre des pays voisins s'est évaporée, l'activité pétrolière de la République islamique s'est maintenue presque à l'identique depuis le début de la guerre. Le pays a continué d'expédier près de 1,8 million de barils par jour de l'île de Kharg, principal terminal d'exportation du brut iranien. Un volume moins élevé qu'en février – l'Iran multipliait alors les chargements face au conflit qui s'annonçait –, mais en ligne avec les moyennes des mois précédents. Si Téhéran menace d'une attaque de drone ou de missile tout navire « hostile » cherchant à emprunter le détroit, ses propres pétroliers traversent le passage sans encombre pour aller livrer la Chine, sa principale cliente.

Un coup d'arrêt au GNL

Forum des énergies solaires : Un événement au cœur des enjeux de la transition énergétique

R.EDMOND. | 01 AVRIL | MIDI MADAGASCAR

Dans le cadre de sa mission d'accompagnement des jeunes Malgaches à monter en compétences dans le domaine des énergies renouvelables, Fablab EnR_out organise, les 10 et 11 avril 2026, la première édition du Forum des énergies solaires.

L'événement, qui se tiendra au QG Tanora Ankorondrano, réunira près de 300 participants autour des enjeux de la transition énergétique et de l'emploi des jeunes à Madagascar.



Résultats encourageants

« Déployer le solaire avec les talents d'ici ». Tel est le thème de ce Forum, qui marque l'aboutissement du projet pilote mené par le FabLab EnR-out, lauréat des Just Energy Transition Grants 2025. Un programme qui affiche des résultats encourageants puisque, en cinq mois d'activité, il a vu la participation de plus de 50 jeunes, dont 30 % de femmes, dans leur montée en compétences dans le domaine des énergies renouvelables. Le programme se fait sous forme de masterclasses pratiques, de webinaires hebdomadaires, d'un atelier de prototypage et d'un

Si quelques tankers pétroliers passent encore par le détroit, les livraisons de GNL sont, elles, complètement à l'arrêt depuis le premier jour de la guerre. La perte d'un méthanier est très « coûteuse », rappelle Ronald Pinto, analyste chez Kpler. Ces navires ont donc « tendance à prendre moins de risques ».

Le Qatar, deuxième producteur de GNL au monde, a suspendu sa production dès le 3 mars, après une frappe de drone iranienne sur le complexe de Ras Laffan, qui héberge la plus grande usine de liquéfaction au monde – soit une capacité de 77 millions de tonnes, ou environ 105 milliards de mètres cubes, par an –, désormais immobilisée. Et sans doute pour un long moment, alors que de nouvelles attaques, le 18 mars, ont infligé des dégâts importants à ses installations.

Les Emirats arabes unis ont aussi ralenti à l'extrême le fonctionnement de leur unique usine de production de GNL, d'une capacité de 5,8 millions de tonnes par an (environ 8 milliards de mètres cubes). Située sur la petite île de Das, au large d'Abou Dhabi, celle-ci n'aurait pas encore été totalement arrêtée afin de permettre un redémarrage rapide dès la réouverture du détroit.

volet spécifique Girl Power, a-t-on expliqué hier, lors d'une conférence de presse de présentation qui s'est déroulée au Radisson Blu. « Cette première cohorte constitue une nouvelle génération de talents prêts à intégrer le marché de l'emploi », a-t-on précisé. Des talents qui auront l'occasion de démontrer leurs savoir-faire durant le Forum des énergies solaires, qui se positionne ainsi comme une plateforme de dialogue et d'action, réunissant acteurs publics, privés et partenaires techniques, avec pour objectif de mieux connecter les besoins du secteur aux talents locaux et de soutenir le développement d'un écosystème solaire durable à Madagascar.

Temps forts

« À travers ce forum, nous voulons démontrer que les compétences existent localement et qu'elles peuvent répondre aux besoins concrets du secteur énergétique. L'enjeu est désormais de créer des passerelles durables entre formation, emploi et développement du marché solaire », souligne Cadeau Adjamie, fondatrice et présidente du FabLab EnR-out. Parmi les temps forts du Forum, on peut citer, entre autres, des conférences et panels de discussion de haut niveau entre acteurs publics, privés et internationaux sur les enjeux de la transition énergétique à Madagascar ; un espace Job Dating, qui sera un lieu de rencontre entre entreprises recruteuses et jeunes talents, pour favoriser l'insertion professionnelle dans les métiers de l'énergie. Une Allée des Métiers du Solaire sera également au programme, pour une immersion dans les métiers de la filière à travers une exposition présentant les fiches de postes et les tenues professionnelles. Par ailleurs, la première cohorte du FabLab EnR-out profitera de l'événement pour mettre en lumière les résultats des ateliers

participatifs déjà menés. Enfin, un concours de projets se tiendra sous forme de prototypes conçus par de jeunes talents, soumis au vote du public et à un jury d'experts.

Potentiel solaire élevé

Le Forum bénéficie du haut parrainage du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Fonction publique, et du ministère de l'Économie et des Finances. Plusieurs entreprises du secteur privé, dont YAS Madagascar et le Groupe Filatex en qualité de sponsors GOLD, ainsi que

Madecasse en tant que sponsor SILVER, s'associent également à l'initiative, aux côtés d'une dizaine de partenaires engagés dans la transition énergétique. Un Forum qui vient à point nommé quand on sait que Madagascar dispose d'un potentiel solaire particulièrement élevé, avec un ensoleillement annuel estimé à près de 2 800 heures et un rayonnement moyen compris entre 5 et 7 kWh/m²/jour¹. Pourtant, l'accès à l'électricité demeure limité : il concerne environ 35 % de la population, avec de fortes disparités entre les zones urbaines et rurales.

Réforme monétaire : BFM engage le dialogue avec le public

ARH. | 01 AVRIL | LES NOUVELLES

Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) poursuit sa consultation publique sur la réforme monnaie nationale. Une rencontre publique s'est tenue hier au Palais des Sports et de la Culture de Mahamasina, après celle du 23 mars à l'Université d'Antananarivo. L'objectif consiste à recueillir les avis des usagers pour orienter les futures décisions stratégiques.

Le gouverneur de BFM, Aivo Andrianarivelo, clarifie les enjeux. « Nous voulons adapter le volume et la structure de la monnaie aux besoins réels de l'économie malgache », explique-t-il. BFM cherche aussi à mieux comprendre les préférences des citoyens.

« Nous consultons le public sur les supports monétaires les plus pratiques au quotidien, billets ou pièces », ajoute-t-il. Cette démarche vise également à définir les caractéristiques des futures émissions. « La forme, les matériaux et les dénominations doivent répondre aux usages actuels », souligne le gouverneur. Il tient toutefois à clarifier certains points. « Ce projet ne vise ni à modifier le taux de change de l'Ariary, ni à lutter directement contre l'inflation, ni à augmenter le pouvoir d'achat par un simple changement de billets », insiste-t-il.

À l'issue des consultations, plusieurs pistes sont envisagées. BFM pourrait lancer une nouvelle série de billets. Elle étudie aussi le remplacement de petites coupures par des pièces, jugées plus durables. Une coupure de valeur plus élevée pourrait également voir le jour pour faciliter les transactions importantes.



Autre option évoquée : la redénomination. « La suppression d'un ou plusieurs zéros reste une possibilité technique pour simplifier les calculs et la gestion comptable », indique Aivo Andrianarivelo.

Commerce extérieur : un ariary fort réduit les marges des exportateurs

ARH. | 01 AVRIL | LES NOUVELLES

À Madagascar, la vigueur de l'ariary inquiète les exportateurs. « Un ariary fort est préjudiciable aux exportations en général », alerte le président du Groupement des exportateurs de girofle de Madagascar (GEGM), Jean-Luc Dama, en marge de la consultation publique organisée par Banky foiben'i Madagasikara (BFM) sur l'avenir de la monnaie malgache, hier au Palais des Sports Mahamasina. Selon lui, une appréciation de la monnaie nationale pénaliserait la compétitivité du pays sur les marchés internationaux. « Si l'ariary s'appréciait au niveau des exportations, ce serait donc assez dommageable pour nous. Les prix que nous offririons seraient nettement plus élevés que ceux des pays concurrents », explique-t-il. Le secteur des épices et du cacao ne cache pas non plus son appréhension. Madagascar fait face à une forte concurrence de la part des pays producteurs comme Zanzibar, les Comores, le Sri Lanka, le Brésil et l'Inde. L'Indonésie reste le principal producteur mondial de

girofle, mais l'essentiel de sa production est utilisé pour fabriquer les cigarettes. Elle en exporte très peu. « Madagascar est le premier exportateur mondial avec environ 20.000 tonnes vendues sur le marché indien », souligne l'opérateur économique. L'impact économique est palpable. Lors d'une courte période d'appréciation de l'ariary, les exportateurs ont perdu, selon lui, « en moyenne 8 % de leur marge ». « Quand l'exportateur perd de l'argent, toute la chaîne de valeur en pâtit, jusqu'aux paysans. Le revenu des producteurs diminue, ce qui accroît la précarité en milieu rural et réduit la capacité d'investissement », précise le président du GEGM. Pour les acteurs du secteur, maintenir un ariary compétitif est vital. Une monnaie forte fragilise non seulement la position de Madagascar sur le marché mondial, mais menace aussi le revenu des exportateurs et des agriculteurs et l'équilibre économique des zones rurales.

Carburants : Lecornu veut utiliser le « surplus » fiscal pour décarboner l'économie

01 AVRIL | FRANCE24

Le gouvernement a promis mercredi d'utiliser certaines recettes fiscales supplémentaires liées à la flambée des prix des carburants pour financer l'électrification de l'économie et maintenir sa prudence sur des mesures d'allègement à court terme de la facture des usagers, au nom du sérieux budgétaire.

L'envolée des prix de l'énergie devient un thème politique de plus en plus brûlant après plus d'un mois de guerre au Moyen-Orient et dans un climat de pré-campagne présidentielle.

A l'issue d'une réunion du gouvernement à Matignon au parfum de Conseil des ministres, la porte-parole et ministre déléguée à l'Énergie, Maud Bregeon, a juste laissé entendre que les métiers du secteur du soin, comme les infirmiers libéraux qui utilisent beaucoup leur voiture, pourraient être prochainement aidés.

Le gouvernement est également prêt à prendre des mesures d'économies d'énergie en cas de difficultés d'approvisionnement en carburant, a-t-elle ajouté, sans en préciser la teneur, renvoyant aux actions de « sobriété » décidées en 2022-23 après l'invasion de l'Ukraine par la Russie.



Mais à ce stade, le gouvernement écarte tout risque de rupture d'approvisionnement. « Moins de 10 % » des stations-service sont en rupture « totale ou partielle », selon Mme Bregeon. Il s'agit le plus souvent de stations du groupe TotalEnergies, qui a mis en place un prix plafond, « ce qui génère une affluence ».

« Cagnotte »

Avant cette réunion à Matignon, qui a porté aussi sur le budget, la situation internationale et le calendrier parlementaire, le chef du gouvernement avait donné pour « instruction » à ses ministres d'identifier les actions prioritaires pour électrifier l'économie et moins dépendre des hydrocarbures importés.

En suggérant de les financer par les « surplus » des recettes fiscales générées par la hausse des prix des carburants.

Le ministre de l'Économie, Roland Lescure, doit ainsi mettre en place, « dans les prochaines semaines », une offre de location de véhicules électriques « dédiée à certaines professions » comme les infirmiers libéraux.

Maud Bregeon et le ministre des Comptes publics, David Amiel, ont réfuté l'existence d'une « cagnotte »

du fait de recettes fiscales accrues, ce dont l'accuse le Rassemblement national.

Ces surplus « ne se comptent pas en milliards » d'euros, a assuré la porte-parole, alors que le chef de file des députés LR, Laurent Wauquiez, les évalue « entre deux et trois milliards d'euros » depuis le début de la crise, et demande qu'ils soient « redonnés aux automobilistes sous forme de baisse de taxes ».

L'augmentation des recettes « est compensée négativement, donc à la baisse, par la baisse de consommation, par la baisse de croissance et par l'augmentation des taux » d'intérêt, a expliqué Mme Bregeon.

La cheffe de file des députés RN, Marine Le Pen, qui réclame une baisse de la TVA sur les carburants, a dénoncé les « mensonges » du gouvernement. « Je croyais qu'il n'y avait pas de +surplus+ fiscal ? » et « qu'il n'existait aucun risque de pénurie ? », a-t-elle ironisé.

A gauche, La France insoumise réclame le blocage des prix, comme le Parti communiste. Le Parti socialiste demande de son côté « des mesures ciblées sur les ménages les plus vulnérables ».

« Pluie de milliards »

Le gouvernement peine à répondre à la flambée des prix à la pompe qui grimpent au fur et à mesure que la guerre au Moyen-Orient se prolonge. Il a jusqu'ici décidé de distribuer des aides « ciblées » à hauteur de 70 millions d'euros mensuels.

Le prix du litre de gazole a battu un record absolu la semaine dernière. Et le SP95-110, l'essence la plus consommée, a atteint mercredi la barre symbolique des 2 euros le litre.

David Amiel a redit combien le gouvernement était contraint à la discipline budgétaire pour maintenir le déficit à 5 % du Produit intérieur brut (PIB) cette année. « Nous ne pouvons pas verser une pluie de milliards d'euros chaque année dont nous n'avons pas le début d'un centime », a-t-il affirmé.

L'ONG Greepeace a accusé de son côté les compagnies pétrolières de réaliser plus de 80 millions d'euros de « surprofits » par jour dans les pays de l'UE depuis le début de la guerre.

Avant d'être rattrapé par l'énergie, le chef du gouvernement avait prévu, à la sortie des municipales, d'axer son discours sur le régalien : l'effort militaire, la sécurité et la justice. Il se rendra jeudi à Bordeaux avec le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez.

Mission du FMI : Les questions énergétiques parmi les sujets phares

ANTSAR. | 02 AVRIL | MIDI MADAGASCAR

Une série de concertations avec les autorités nationales sur plusieurs dossiers économiques sensibles est au programme de la mission du Fonds monétaire international (FMI), qui séjourne actuellement à Madagascar pour plus d'une semaine. La mission est conduite par Lonkeng Constant, accompagné du représentant résident du FMI à Madagascar, Eklou Kodjovi. Parmi les rencontres tenues figure celle organisée ce 30 mars 2026 à Antananarivo avec le ministère de l'Économie et des Finances et le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures. Les échanges ont porté sur les défis liés à la Jirama, à la situation du secteur

énergétique dans son ensemble, ainsi qu'au mécanisme d'ajustement automatique des prix des carburants. Cette séance de travail s'inscrit dans une dynamique de dialogue suivie entre Madagascar et le FMI, dans un contexte où les questions énergétiques demeurent au cœur des équilibres budgétaires et des préoccupations économiques du pays. Les discussions doivent se poursuivre dans les prochains jours, signe de l'importance accordée à ces sujets stratégiques pour la stabilité économique et le fonctionnement des services essentiels.

Pêche et économie bleue : Un élan de terrain pour améliorer les revenus et structurer les filières

ANTSAR. | 02 AVRIL | MIDI MADAGASCAR

Les initiatives en faveur de la pêche et de l'économie bleue se sont multipliées dans plusieurs régions de Madagascar, au mois de mars dernier, traduisant une volonté de renforcer à la fois les moyens de subsistance des communautés, la gestion durable des ressources et l'insertion économique des acteurs du secteur. Dans la région DIANA, plusieurs actions ont illustré cette dynamique. À Nosy-Be comme à Ambanja, les équipes techniques, en collaboration avec des partenaires institutionnels et associatifs, ont accompagné les pêcheurs et les organisations communautaires autour de formations, d'échanges d'expériences et de réflexions sur l'amélioration des conditions de vie. Une attention particulière a été portée aux pêcheurs vivant à proximité des aires marines protégées, avec l'objectif de concilier préservation des ressources et amélioration des revenus. La pisciculture a également occupé une place importante, à travers des formations régulières et des visites de terrain auprès des producteurs déjà engagés.

Optique durable

Dans le Sud-Ouest, l'action s'est concentrée sur la sensibilisation à la nutrition, à l'adaptation au changement climatique et à la pêche responsable. Les responsables locaux ont notamment rappelé l'interdiction des engins de pêche prohibés et renforcé la diffusion d'outils d'alerte précoce. À Ampanihy, les acteurs de la filière ont aussi

été encouragés à rejoindre le secteur formel et à veiller à la qualité sanitaire des produits vendus sur les marchés.



Dans plusieurs autres régions, la pisciculture apparaît comme un véritable levier de développement local. En Androy, Amoron'i Mania, Ihorombe, Atsimo-Atsinanana et Betsiboka, des formations techniques, des missions d'appui et des visites de suivi ont concerné aussi bien des producteurs installés que des jeunes en formation. À Maevatanàna, près de 200 jeunes ont ainsi été sensibilisés aux opportunités économiques et nutritionnelles offertes par cette activité. Au-delà des actions ponctuelles, c'est une vision plus large qui se dessine : faire de la pêche et de l'économie bleue un moteur de résilience, d'emplois et de développement territorial durable.

GFEM : Bilan satisfaisant pour l'exposition sur le partenariat au féminin

R.EDMOND. | 02 AVRIL | MIDI MADAGASCAR

Un succès

Le Groupement des Femmes Entrepreneurs de Madagascar (GFEM) fait état d'un bilan satisfaisant de

l'exposition organisée durant tout le mois de mars dans le hall du terminal international de l'aéroport d'Antananarivo. Placée sous le thème « Femmes de Leadership : 10 ans d'inspiration et de réussite », cette exposition, qui a

également marqué la Journée internationale des droits des femmes, était aussi une occasion pour le GFEM de célébrer ses 10 années dans l'environnement managérial du pays.

Réalisations

Cette exposition a mis à l'honneur 30 femmes entrepreneures sélectionnées à l'issue d'un processus rigoureux : 10 Femmes Exceptionnelles et 20 Femmes Inspirantes. Leurs parcours illustrent la diversité, la résilience et l'innovation du leadership féminin à Madagascar. À travers leurs réalisations, elles contribuent activement à la création d'emplois, au développement de leurs régions et au rayonnement économique et social de Madagascar. La sélection s'est appuyée sur des critères exigeants tels que la solidité et la croissance des activités, la modernité et l'innovation des modèles économiques, l'engagement associatif d'au moins 5 ans d'ancienneté, l'impact sociétal ainsi que la contribution à l'image du pays. Cette exposition a ainsi marqué une étape importante dans la célébration d'une décennie d'engagement du GFEM en faveur de l'entrepreneuriat féminin. Les visiteurs de l'exposition

ont ainsi découvert le dynamisme du leadership féminin à Madagascar.

Vitrine du talent

Pour Ravalina Airports, gestionnaire de l'aéroport international d'Antananarivo, l'accueil de cet événement était une manière de démontrer sa contribution à la promotion du talent au féminin. Durant cette exposition, l'aéroport international, une infrastructure vitale pour le développement du pays, a parfaitement joué son rôle de lieu de passage, d'échanges et d'ouverture sur le monde, mais également de vitrine du talent et de l'engagement des femmes malgaches, véritables atouts pour le développement économique et social du pays. En tant que gestionnaire des aéroports internationaux d'Antananarivo et de Nosy Be, Ravalina Airports œuvre activement pour le développement économique et touristique de Madagascar. Convaincue que la connectivité aérienne constitue un levier stratégique de croissance, l'entreprise poursuit ses efforts pour moderniser ses infrastructures, améliorer l'expérience passager et renforcer l'attractivité du territoire.

Coopération Sud-Sud : une alliance économique en construction entre la Tunisie et Madagascar

ARH. | 02 AVRIL | LES NOUVELLES

Une délégation d'hommes d'affaires tunisiens a entamé, le 31 mars, une mission économique à Madagascar. Portée par le Tunisia Africa Business Council (TABC), cette initiative vise à renforcer les échanges entre les deux pays et à transformer les intentions en projets concrets.

A l'origine de cette démarche, une conviction partagée : le potentiel de coopération reste largement sous-exploité. « Nous ne sommes pas ici pour une simple visite de courtoisie. Nous sommes ici pour sceller une alliance stratégique », affirme le président du TABC.



Il met aussi en avant l'ambition de bâtir « un pacte de croissance partagée » fondé sur l'agro-industrie, la santé, les infrastructures et le numérique. Le programme est dense. Forum économique, rencontres BtoB et BtoG, visites d'entreprises et échanges institutionnels rythment cette mission. L'objectif est d'identifier rapidement des opportunités et d'accélérer la signature d'accords. Le président de la Chambre de commerce Tunisie-Madagascar (CCTM), Ben Romdhane Mohamed

Lhabib, souligne en outre que « cette mission vise à créer des connexions durables et à conjuguer l'expertise tunisienne avec le potentiel malgache ». Il évoque notamment des secteurs porteurs comme les énergies vertes, le numérique ou encore l'intelligence artificielle. Sur le terrain, les premiers constats sont encourageants, malgré des échanges commerciaux encore modestes. En 2024, les échanges commerciaux entre Madagascar et Tunisie se sont établis aux environs de 8,9 milliards de dollars d'importations contre 2,3 millions de dollars d'exportations malgaches. « C'est peu, mais les choses vont s'accélérer », assure le président du TABC. Il met en avant le savoir-faire tunisien dans plusieurs industries et annonce des projets concrets, dont une « Innovation City », ainsi que des initiatives dans le textile et la santé.

Economies complémentaires

Du côté malgache, les autorités affichent leur volonté d'accompagner cette dynamique. Diverses initiatives vont dans ce sens, comme la digitalisation des procédures, afin de « réduire les délais et améliorer la compétitivité ». L'accent est également mis sur les partenariats locaux. « Nous comptons sur l'inclusion du secteur privé malgache dans ces échanges », précise la directrice générale de l'Economic development board of Madagascar (EDBM), qui encourage les joint-ventures.

Les deux parties misent sur la complémentarité de leurs économies. « Madagascar dispose de ressources importantes, tandis que la Tunisie apporte une expertise industrielle reconnue », souligne la ministre du Commerce et de la Consommation, Haingotiana Andriamadison. Elle appelle à « structurer des chaînes de valeur intégrées » pour mieux se positionner sur les marchés africains.

Enfin, les opérateurs malgaches sont invités à participer à la 9^e édition du Forum international du financement et de l'investissement (FITA 2026) les 28 et 29 avril prochain à Tunis. « Ce sera une plateforme pour concrétiser les projets et mobiliser des financements », conclut le président du TABC.

Guerre au Moyen-Orient : les conséquences économiques mondiales

02 AVRIL | FRANCE24

Voici les dernières évolutions économiques mondiales vendredi, vers 05H45 GMT, au 35^e jour du conflit au Moyen-Orient :

Guerre au Moyen-Orient : les professionnels de l'habitat et du bâtiment français craignent pour la reprise
Les professionnels de l'habitat et les artisans du bâtiment en France commencent à voir des effets du conflit au Moyen-Orient et craignent que la reprise à peine entamée du logement soit perturbée.

Pour les artisans du bâtiment, le premier impact de cette guerre est l'augmentation des prix des carburants, et particulièrement du gazole non routier (GNR) utilisé dans les engins de chantier.

Détroit d'Ormuz : les pays du Golfe réclament un feu vert de l'ONU pour l'usage de la force

Le secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe (CCG) a appelé jeudi l'ONU à donner son feu vert à l'usage de la force pour libérer le détroit d'Ormuz, avant un vote attendu prochainement du Conseil dans ce dossier.

« L'Iran a fermé le détroit d'Ormuz, empêchant les navires commerciaux et les pétroliers de passer et posant des conditions pour permettre le passage de certains », a dénoncé Jassem Al-Budaiwi au nom de cette organisation qui regroupe l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, Bahreïn, le Qatar, le Koweït et Oman.

La Bourse de Tokyo bien orientée, le marché du pétrole fermé pour Pâques

La Bourse de Tokyo est repartie à la hausse vendredi, en pleine incertitude au Moyen-Orient, dans de faibles volumes d'échanges alors que la plupart des places mondiales et le marché du pétrole observent la trêve pascale.

Vers 01H30 GMT, l'indice Nikkei progressait de 1,41 %, à 53.206,09 points, et l'indice élargi Topix gagnait 1,21 %, à 3.655,42 points.

Les cours du pétrole avaient rebondi jeudi, après un discours plus offensif que prévu de Donald Trump mercredi, qui a douché les espoirs d'une fin rapide de la guerre.

Le baril WTI s'échangeait à 112,06 dollars (+11,93 %), lors d'un pointage à 21H15 GMT. Le Brent de la mer du Nord progressait aussi, mais dans une moindre mesure (+7,80 % à 109,05 dollars).

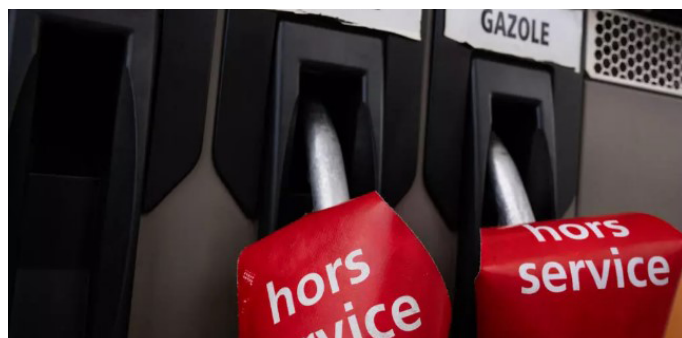
Wall Street termine sans direction claire

La Bourse de New York a clôturé sur une note mitigée jeudi, limitant la casse face au ton plus offensif qu'anticipé de Donald Trump à l'égard de Téhéran.

Le Dow Jones a perdu 0,13 %, alors que le Nasdaq et le S&P 500 ont terminé dans le vert, respectivement à +0,18 % et +0,11 %.

En Europe, lancés à la baisse par les derniers propos de Donald Trump, les marchés des actions à Paris (-0,24 %), Francfort (-0,56 %) et Milan (-0,20 %) ont finalement limité les dégâts jeudi.

Détroit d'Ormuz : Téhéran dit travailler à un « protocole » avec Oman pour l'après-guerre



L'Iran travaille à un « protocole » avec Oman pour assurer « en temps de paix » la sécurité de navigation dans le détroit d'Ormuz, interrompue par la guerre au Moyen-Orient, a affirmé jeudi un haut responsable du gouvernement iranien.

L'Iran veut « convenir d'un protocole avec Oman, autre pays côtier, pour assurer la sécurité de la navigation en temps de paix et garantir que tous les passages soient effectués conformément à l'accord et aux exigences de sécurité », a déclaré le vice-ministre des Affaires étrangères chargé des affaires juridiques et internationales, Kazem Gharibabadi, cité par l'agence de presse officielle IRNA.

Irak : les recettes pétrolières ont chuté de plus de 70 % en mars sur un mois

Les recettes issues de l'exportation de pétrole ont chuté de plus de 70 % en Irak en mars par rapport à février, a déclaré jeudi un responsable irakien, alors que la guerre au Moyen-Orient perturbe fortement le secteur.

Prix des carburants en forte hausse au Népal et au Pakistan

Les prix du carburant aérien ont presque doublé au Népal en raison de la guerre, ont indiqué jeudi les autorités, qui redoutent que cette hausse ne porte un nouveau coup à son économie très dépendante du tourisme.

Islamabad a aussi augmenté les prix des carburants, de 42,7 % pour l'essence et 54,9 % pour le diesel, après une première augmentation de 20 % le 6 mars, une semaine après le début de la guerre.

Manille dit que l'Iran va autoriser le passage des cargaisons de pétrole philippines par le détroit d'Ormuz

Les Philippines ont déclaré jeudi que l'Iran s'était engagé à permettre aux cargaisons de pétrole du pays de traverser le détroit d'Ormuz pour rejoindre l'archipel philippin, largement dépendant des importations.

Les compagnies taïwanaises vont augmenter leur surcharge carburant de 157 % sur les vols internationaux. Les compagnies aériennes taïwanaises augmenteront mardi de 157 % leur surcharge carburant sur les vols internationaux.

Coopération : Des investisseurs tunisiens en mission au pays

R.EDMOND. | 03 AVRIL | MIDI MADAGASCAR

La coopération Sud-Sud à l'honneur

Une délégation d'investisseurs tunisiens est au pays depuis mercredi pour une mission économique, avec visiblement de bonnes intentions. En effet, la délégation a immédiatement entamé des discussions avec les autorités locales afin de mettre en place un dispositif permettant d'avancer rapidement sur des projets concrets.

« Nous allons mettre en place, avec les autorités et les partenaires malgaches, une coopération Sud-Sud profitable aux deux parties », a expliqué Anis Jaziri, du Tunisia-Africa Business Council (TABC), lors d'une rencontre avec l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM).

Parmi les projets évoqués lors de cette rencontre figure la mise en place d'une Innovation City, tournée vers la technologie numérique. Les investisseurs tunisiens entendent également s'engager dans d'autres secteurs porteurs, tels que le textile et la santé.

Sur ce point, cette coopération économique entre la Tunisie et Madagascar prévoit notamment la mise en place d'un centre médical d'excellence.

« Nous renforçons les dispositifs pour donner à Madagascar un véritable statut de destination attractive pour les investissements directs étrangers », a expliqué Josielle Rafidy, directrice générale de l'EDBM.

POESAM 2026 : Orange Madagascar relance son appel aux innovations à impact

ANTSA R. | 03 AVRIL | MIDI MADAGASCAR

Orange Madagascar remet en selle son programme phare en faveur de l'entrepreneuriat innovant. La 16e édition du Prix Orange de l'Entrepreneur Social en Afrique et au Moyen-Orient (POESAM) est officiellement ouverte dans le pays.



D'après les informations, les candidatures peuvent être déposées jusqu'au 10 mai 2026 par les entrepreneurs et porteurs de projets installés à Madagascar. À travers cette initiative, l'opérateur entend faire émerger des solutions concrètes face aux grands défis sociaux, environnementaux et économiques. Le concours cible notamment les projets liés à l'agriculture, à la santé, à l'éducation, à l'environnement et au numérique. Pour cette édition 2026, un accent particulier sera mis sur les innovations mobilisant

des technologies comme l'intelligence artificielle, le big data ou encore la cybersécurité, au service de l'inclusion et du développement durable.

Déroulement. Selon les organisateurs, le POESAM se déroulera en deux étapes. La première, au niveau national, permettra de retenir les trois meilleurs projets malgaches selon plusieurs critères, dont l'impact social, l'innovation, la faisabilité et le potentiel de développement. Dans un second temps, les lauréats nationaux représenteront Madagascar lors de la phase internationale, à partir d'octobre 2026, pour tenter de décrocher le Grand Prix international ou le Prix féminin international du Groupe Orange. Au-delà de la compétition, Orange Madagascar met en avant un dispositif d'accompagnement plus large. Les lauréats pourront bénéficier de dotations financières pouvant aller jusqu'à 25 000 euros, d'un accompagnement personnalisé au sein des Orange Digital Centers, d'une meilleure visibilité et d'un accès à un réseau d'experts et de partenaires. L'ambition affichée est d'aider les projets retenus à changer d'échelle et à renforcer leur impact sur les communautés. À Madagascar, le programme revendique déjà près de 60 lauréats et plus de 100 projets accompagnés depuis sa création. En 2025, 251 candidatures avaient été enregistrées, avec à la clé la distinction de trois initiatives à fort impact dans la météo, l'accès à l'eau potable et le recyclage des déchets plastiques.

MAGRO Behoririka : Réouverture du magasin après 17 ans

JULIEN R. | 03 AVRIL | MIDI MADAGASCAR

Après 17 longues années d'attente et de péripéties administratives, le rideau s'est enfin levé sur le magasin MAGRO Behoririka. Hier, à 14 heures précises, l'enceinte a officiellement rouvert ses portes au public, marquant le retour en force des produits Tiko sur le marché de la capitale.

L'émotion était palpable hier à Behoririka. Pour les fidèles de la marque et les anciens employés, cette journée n'était pas une simple reprise d'activité commerciale, mais un véritable événement. La cérémonie a débuté par un culte d'action de grâce. Dans une ferveur toute particulière, les employés ont tenu à placer cette nouvelle étape sous la protection divine. « Confie tes œuvres à l'Éternel, et tes projets réussiront », tel était le crédo affiché pour marquer ce nouveau départ après 17 ans de fermeture, suite aux événements de 2009, rappelant la culture d'entreprise historique du groupe.

Redéploiement national. Sitôt les portes ouvertes, les premiers clients ont pu constater le retour des produits emblématiques. Les rayons accueillent déjà les gammes de produits laitiers Tiko et Yoplait, symboles de l'industrie agroalimentaire malgache. Selon les responsables présents sur place, ce n'est qu'un début. Mike Ravalomanana a souligné que l'approvisionnement se fera de manière progressive. « Nous travaillons en étroite collaboration avec tous nos fournisseurs. Dès demain, les stocks seront renforcés avec d'autres références pour satisfaire les besoins des consommateurs », a-t-il souligné. L'ambition est claire : redonner ses lettres de noblesse au « Vita Malagasy ».

Au-delà de Behoririka, la stratégie du groupe vise un redéploiement national. Des ouvertures dans les régions sont d'ores et déjà en gestation, signe d'une volonté de reconquête économique après des années de traversée du désert.

Fermeture administrative. Cette réouverture intervient après une longue période de turbulences. On se souvient qu'en août 2020, sous la direction de Germain (DGI), l'établissement, alors désigné sous l'appellation « Triple A », avait fait l'objet d'une fermeture administrative manu militari.

À l'époque, le fisc invoquait des irrégularités concernant la carte fiscale et des défauts de déclaration d'existence. Malgré les mises en demeure et un contexte sanitaire lié à la Covid-19, qui avait pourtant entraîné des reports d'échéances fiscales pour de nombreux secteurs, le site de Behoririka était resté clos, sous surveillance des forces de l'ordre. Cette page semble aujourd'hui tournée, le groupe Tiko ayant manifestement régularisé sa situation pour permettre ce redémarrage tant attendu par ses partisans.



Anciens employés. En tout cas, dans une Ville des Mille où le prix du panier de la ménagère ne cesse de grimper, l'arrivée massive de produits locaux estampillés « Magro » est perçue par les consommateurs comme un salut inespéré. « On attend de voir les prix, mais la concurrence ne peut faire que du bien à nos portefeuilles », confie un père de famille habitué du quartier. Mais derrière les enjeux purement mercantiles, l'aspect humain reste au cœur des préoccupations. Pour les anciens employés, restés sur le carreau pendant de longues années de crise, l'espoir renaît de retrouver une stabilité professionnelle. Dans un contexte de marasme économique, cette reprise d'activité sonne comme un test de résilience pour le groupe. Reste à savoir si ce « come-back » commercial saura s'affranchir des pesanteurs politiques qui ont si longtemps marqué ce site emblématique. Pour l'heure, les Tananariviens, eux, scrutent surtout les étals, espérant que cette réouverture rimera enfin avec une baisse des prix.

Transition financière : Visa mise sur le digital pour réduire le cash à Madagascar

NAMBININA JAOZARA | 03 AVRIL | LES NOUVELLES

Une équipe de Visa, leader mondial des paiements numériques, a rencontré des PDG de grandes institutions financières à Madagascar. L'objectif est d'accompagner le pays dans l'accélération de l'adoption des paiements digitaux, tant pour les consommateurs que pour les commerçants. Cette initiative devrait également contribuer à réduire l'usage du cash et à transformer l'économie nationale.

Madagascar, où le taux de bancarisation reste très faible, suscite l'intérêt de Visa, le leader mondial des paiements numériques. Le réseau de paiement digital et mobile

souhaite accompagner le pays à améliorer son écosystème de paiements digitaux. Selon Christian Mbonapeka, country manager de Visa pour les îles de l'océan Indien et Djibouti, cette initiative devrait réduire l'usage du cash et favoriser l'inclusion financière. « Le taux de bancarisation à Madagascar se situe entre 25 et 30 %, alors que certains pays africains ont atteint 60 %, voire 70 %. En Afrique de l'Est, par exemple, des pays comme le Kenya bénéficient à la fois d'une forte pénétration bancaire et d'un usage très élevé du mobile money. Nous nous demandons

donc comment reproduire ce succès à Madagascar, en commençant par les bases : l'infrastructure, le réseau et l'accès aux téléphones mobiles", explique-t-il.

Selon le country manager, l'objectif est de créer un système de paiement par carte adapté aux réalités de Madagascar. La téléphonie mobile apparaît comme l'un des outils les plus pratiques dans ce contexte. Il évoque même la possibilité d'un système hybride combinant carte et mobile, une solution qui pourrait parfaitement s'inscrire parmi les options à développer.

Le cash freine l'inclusion financière. Mais pourquoi réduire l'usage du cash ? Plus le cash circule, moins il favorise l'inclusion financière. "Prenons l'exemple d'un commerçant qui n'accepte que les paiements en espèces et n'a pas accès aux cartes. Il reste invisible pour le système financier. Résultat : s'il a un accident ou s'il a besoin d'un prêt pour développer son activité, il ne pourra pas y accéder. Même pour croître normalement, il n'a pas accès au capital nécessaire. Cela signifie qu'il faut non seulement lui expliquer le prix, mais

aussi ce que ce prix peut lui apporter", explique Christian Mbonapeka. Pour lui, il sera également nécessaire de collaborer avec l'État, qui joue le rôle de régulateur.

Si cette initiative est menée à terme, il faudra du temps pour l'éducation financière, mais ce n'est pas impossible, selon Christian Mbonapeka. Des pays comme l'Éthiopie ont mené des réformes économiques et monétaires qui ont ouvert leur économie. L'idée est d'accompagner Madagascar dans cette voie. "Une chose à noter : dans les pays où les commerçants ont adopté le paiement par carte, leur chiffre d'affaires a automatiquement augmenté", souligne-t-il. Le mardi 24 mars, Visa a tenu une réunion avec des PDG, réunissant dirigeants et leaders d'entreprise pour des échanges de haut niveau sur les nouvelles tendances, l'innovation et l'évolution rapide du secteur. Les études menées par Visa Consulting & Analytics devraient soutenir la mise en œuvre de cette initiative. Pour l'instant, l'initiative en est encore au stade des discussions, mais Christian Mbonapeka reste confiant et espère voir Madagascar évoluer vers une économie davantage digitalisée.

Prix du carburant : 92 % des artisans du bâtiment déjà impactés selon la Capeb, qui alerte sur « une forte incertitude sur les chantiers »

02 AVRIL | FRANCEINFO

La Capeb met en évidence un impact immédiat de la hausse du pétrole sur les coûts de déplacement et d'exploitation des entreprises.

La hausse des prix du pétrole, sur fond de tensions internationales, a un impact « immédiat » sur l'activité des entreprises artisanales du bâtiment, selon une étude publiée, vendredi 3 avril, par la Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (Capeb) que franceinfo a pu consulter en exclusivité.



D'après cette enquête menée auprès de 2 600 artisans, « 92 % des entreprises ont été impactées par la hausse du prix du pétrole depuis le début du conflit en Iran, soit le 28 février ». Par ailleurs, 56 % des répondants « considèrent que les entreprises ont été impactées par la hausse du GNR », tandis que 65 % des répondants « déclarent avoir reçu des avis [...] de hausse des tarifs de matériaux par leurs fournisseurs ».

La consultation du réseau Capeb met en évidence « un impact immédiat de la hausse du pétrole sur les coûts de déplacement et d'exploitation des entreprises », indique l'organisation, qui évoque également « une reprise

des tensions sur les prix des matériaux et sur les coûts d'exploitation ».

« Des risques ponctuels de rupture d'approvisionnement »

Plusieurs matériaux sont particulièrement concernés par ces hausses, notamment « les dérivés du pétrole, le bois, le béton, le cuivre, le PVC et le zinc ». Les augmentations de prix peuvent atteindre « entre +2,5 % et +20 % pour certaines familles de produits », précise la Capeb.

Ces évolutions « pèseront directement sur les marges, fragilisent les devis et entretiennent une forte incertitude sur les chantiers », alerte l'organisation qui souligne également « des risques ponctuels de rupture d'approvisionnement ». Près d'un quart des entreprises dit avoir reçu des alertes de leurs fournisseurs sur ce point, notamment pour des produits comme la laine de verre, le bois ou le placo. Dans le détail, les hausses les plus marquées concernent « les produits dérivés du pétrole (hausse maximale +15 %) », ainsi que « le bois et les produits dérivés du bois », avec certains panneaux isolants affichant « +13 % en moyenne ».

« Plusieurs acteurs du secteur [réduisent] temporairement leur activité »

La Capeb souligne que ces augmentations résultent aussi « du coût du transport et des difficultés pour mobiliser certains transporteurs », dans un contexte où « plusieurs acteurs du secteur [réduisent] temporairement

ent leur activité ». Enfin, « 50 % des entreprises perçoivent déjà un impact sur leur activité », même si celui-ci « n'est pas mesuré précisément », conclut l'étude.

La Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (Capeb) est l'organisation patronale

majoritaire dans l'artisanat du bâtiment. La Capeb est la première organisation professionnelle de France en nombre d'adhérents (62 000 entreprises). Elle revendique la représentation de 526 100 entreprises, soit 96 % des entreprises du bâtiment.

 **Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe**

 **+261 32 07 696 49 / +261 34 01 696 49**

 **ccifm@ccifm.mg / adhesion@ccifm.mg**

